

REPÈRES ÉCONOMIQUES AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes

TPE-PME



Edito

En ce début d'année, les entrepreneurs sont sur le pont pour faire face au ralentissement de l'activité économique. Notamment, les TPE-PME restent fortement contraintes par la hausse de leurs prix de revient, qu'il s'agisse des matières premières, des fournitures, de l'énergie, des salaires ou des frais financiers, ces derniers ayant explosé en l'espace d'un an. Or, à l'autre bout de la chaîne, la capacité du marché à absorber des augmentations de prix a atteint sa limite et la consommation est en baisse notable.

La seule variable d'ajustement qui reste dans l'immédiat consiste à améliorer la productivité. Et pour cela, il est indispensable de créer un environnement favorable à la prise de risque entrepreneuriale :

- en incitant au travail,
- en combattant l'absentéisme,
- en simplifiant les normes et règlements superflus,
- et en accélérant l'utilisation des nouveaux outils, IA, numérisation etc...

Afin d'y parvenir, les entreprises doivent investir résolument et c'est la raison pour laquelle il est nécessaire que la BCE entame le plus rapidement possible la baisse de ses taux directeurs.

Philippe GUERAND

Président de la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes

Toujours de fortes contraintes

En 2023, les TPE-PME de la région qui ont enregistré un chiffre d'affaires en hausse ont été les plus nombreuses (43 %), mais ce bilan est en retrait par rapport à l'année précédente et il doit s'apprécier dans le contexte inflationniste. Plus d'un tiers des entreprises déclarent une marge en recul. La consommation a manqué de dynamisme lors des fêtes de fin d'année.

Les perspectives d'activité pour le 1^{er} semestre s'avèrent globalement peu optimistes, notamment dans le transport, le BTP et le commerce. 38 % des TPE-PME voient leur développement freiné par le manque de vigueur de l'activité. Le contexte inflationniste (prix des intrants et de l'énergie, hausse des salaires) demeure également un frein pour de nombreuses entreprises. 32 % des TPE-PME disent être dans une situation de trésorerie difficile, soit un plus haut depuis 2019.

Ces perspectives ont été exprimées dans un contexte de détérioration de la confiance dans la situation économique générale, avant même les blocages du mouvement social des agriculteurs.

L'emploi résiste mais son rythme de développement ralentit. Cela n'empêche pas les difficultés de recrutement de rester à un très haut niveau, 43 % des TPE-PME en faisant état.

L'investissement ne montre pas de dégradation par rapport à la situation il y a six mois.



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL	1
L'ACTIVITE / Bilan 2023.....	2
L'ACTIVITE / Perspectives	3
L'ACTIVITE / Les freins	4
LA TRESORERIE.....	5
L'EMPLOI ET L'INVESTISSEMENT	5

LE CHIFFRE MARQUANT :
Près de 40 % des TPE-PME se disent freinées dans leurs gains de productivité (page 6)



L'ACTIVITÉ / Bilan 2023

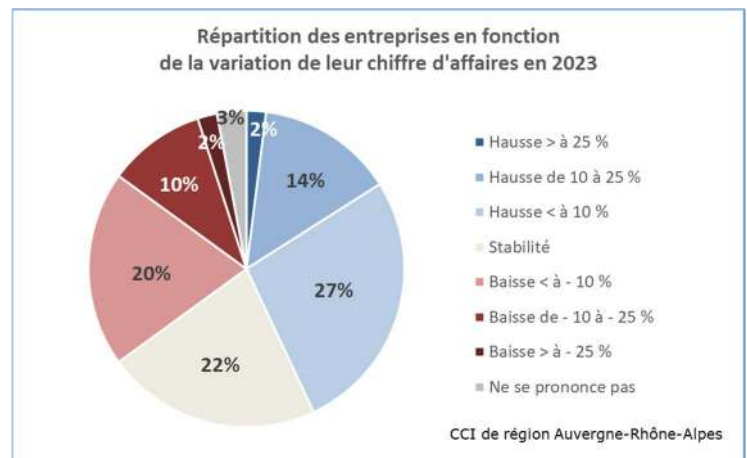
Un bilan à contextualiser

Pour la plus grande part des TPE-PME de la région, l'année 2023 a été synonyme de progression du chiffre d'affaires ; **43 % déclarent ainsi avoir enregistré une hausse de ce CA**. La situation la plus fréquente est celle d'une hausse inférieure à 10 %.

32 % ayant enregistré un recul du chiffre d'affaires, le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » demeure **positif à + 11**.

Ces résultats sont toutefois en **retrait par rapport au bilan 2022**, année au cours de laquelle une majorité d'entreprises (56 %) était en progression et où le solde s'était établi à + 30.

Alors que 26 % des TPE-PME avaient enregistré une hausse du CA de plus de 10 % en 2022, elles ne sont plus que 16 % dans ce cas en 2023.



Le tertiaire supérieur, le tourisme et l'industrie sont les secteurs qui affichent le bilan le plus favorable, avec une majorité d'entreprises en progression de chiffre d'affaires.

Comme l'année dernière, cette progression du chiffre d'affaires doit être appréciée en tenant compte du **contexte inflationniste**. Une partie de cette progression est ainsi liée à la hausse des tarifs des entreprises. 70 % des TPE-PME déclarent ainsi avoir augmenté leurs prix en 2023 ; 32 % de 5 à 10 %, 27 % en dessous de 5 % et 11 % au-delà de 10 %. C'est dans l'industrie, le transport/logistique, le BTP et le tourisme que la fréquence de ces hausses de prix a été la plus forte.

Dans ce contexte inflationniste, **malgré les hausses de tarifs, la pression sur la marge a été une problématique pour une part importante des entreprises**, comme en 2022. En 2023, si c'est la tendance à la stabilité qui l'emporte (40 % des répondants), les TPE-PME qui déclarent une baisse de leur marge sont deux fois plus nombreuses (36 %) que celles qui déclarent une hausse (18 %). Le solde est ainsi négatif à - 18. Il apparaît le plus dégradé dans le transport et le commerce de détail.

Pour cette édition de « Conjoncture TPE-PME », les panélistes ont été interrogés sur leur perception de la **consommation à l'occasion des Fêtes de fin d'année**, d'après leur activité personnelle. Pour ceux dont l'activité est effectivement impactée par ces fêtes, notamment dans le commerce et le tourisme, la **consommation a été vécue comme peu dynamique** : $\frac{3}{4}$ des répondants concernés jugent que cette consommation a été en baisse, la plus grande part jugeant toutefois cette baisse modérée.

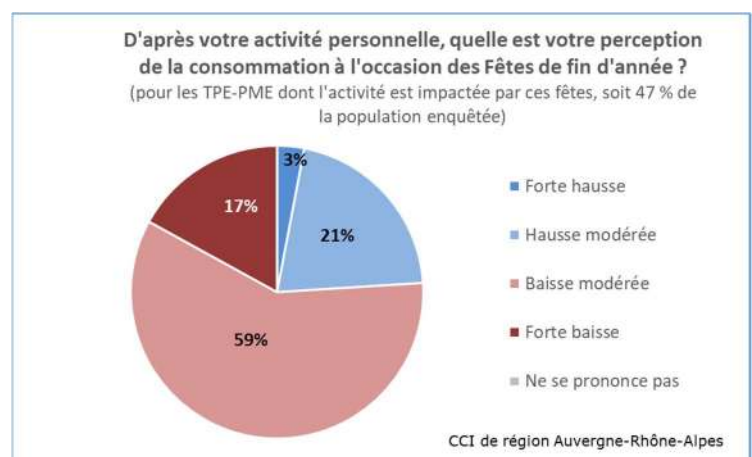
Il est aussi intéressant d'analyser les raisons évoquées pour cette consommation sans dynamique à l'occasion des fêtes : la raison la plus fréquente (près de 9 répondants sur 10) est la **pression sur le pouvoir d'achat des ménages**. La deuxième raison, avec une fréquence en deçà (40 % des répondants jugeant la consommation en baisse), est le **changement des comportements de consommation**. Cette cause est plus souvent citée dans l'hébergement-restauration que dans le commerce.

Seuls 5 % des répondants expliquent cette faiblesse de la consommation par des problèmes d'approvisionnement.

On peut enfin noter que ce contexte morose n'est toutefois pas général. Quand on les interroge en début d'année 2024 sur leurs leviers de développement, un quart des répondants cite ainsi le **dynamisme de la demande**. Cette part est plus élevée qu'en juillet.

Une majorité de ces entreprises a effectivement été en hausse de CA en 2023.

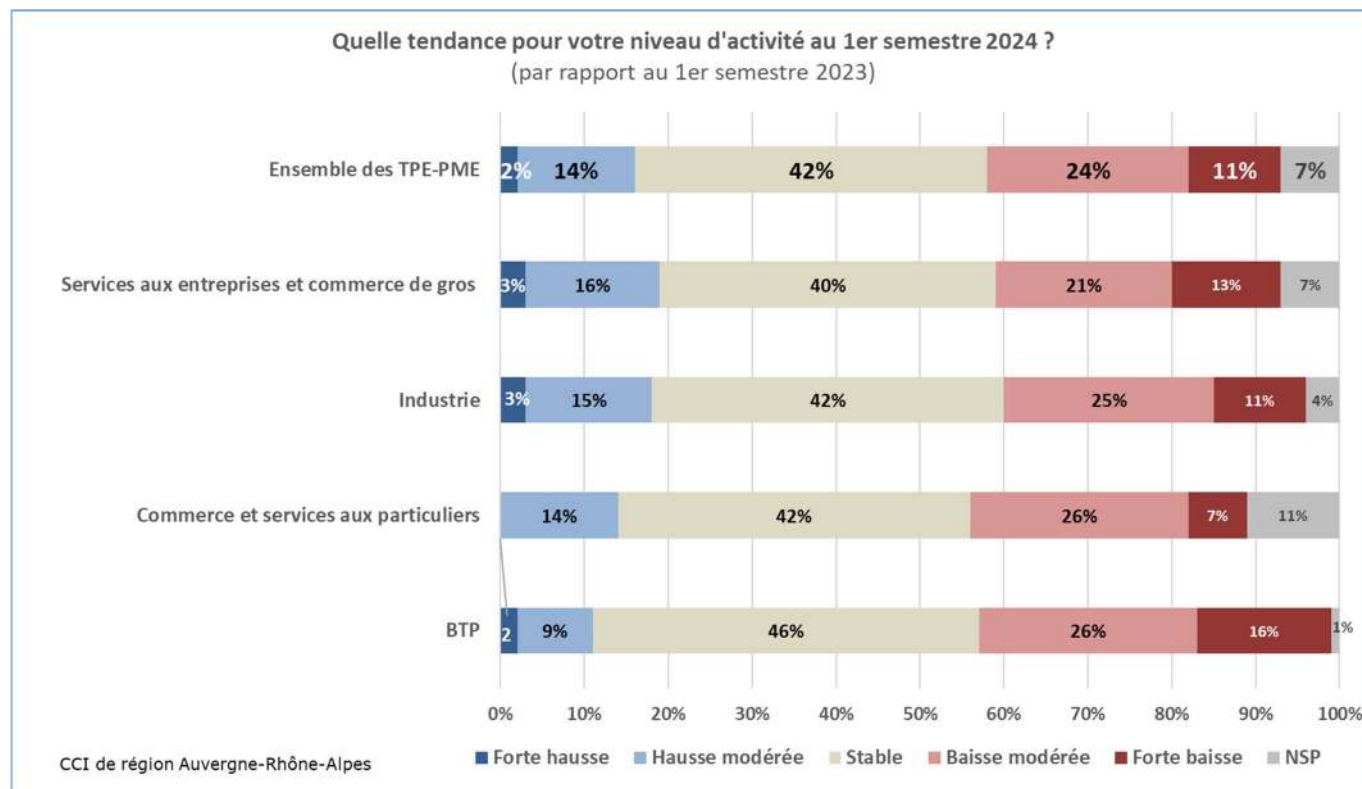
On trouve des entreprises qui se disent dans cette situation dans une diversité de secteurs : le tertiaire supérieur, le BTP, le commerce de détail, le tourisme... La part des entreprises dans cette situation reste cependant inférieure à 40 %, quel que soit le secteur.





L'ACTIVITÉ / Perspectives

Des perspectives toujours peu optimistes



Les perspectives d'activité exprimées par les TPE-PME de la région pour le 1^{er} semestre apparaissent toujours peu optimistes.

La **plus grande part des entreprises (42 %) s'attend à une stabilité de son activité**. Un gros tiers (35 %) des répondants prévoit une baisse de l'activité et 16 % une hausse : le **solde « part en hausse » - « part en baisse » est donc négatif à -19**. Cet indicateur connaît ainsi un nouveau recul (il était à -10 en juillet). Ces perspectives sont d'autant plus défavorables que la comparaison se fait avec le 1^{er} semestre 2023, une période qui manquait déjà de dynamisme. A 11 %, la part des entreprises qui s'attendent à une forte baisse est plutôt élevée.

Le profil des réponses apparaît relativement similaire pour les quatre grands secteurs d'activité, tous affichant un solde négatif. Il est légèrement meilleur pour l'industrie et le tertiaire tourné vers les entreprises. Parmi ce dernier, on note toutefois des situations diversifiées. Le pessimisme est ainsi prononcé dans le **transport/logistique et le commerce de gros** alors que le **tertiaire supérieur** est orienté favorablement. C'est le **seul secteur à afficher ce semestre un solde positif (+4)** pour ces perspectives. L'export ne semble pas jouer un rôle moteur : pour les PME exportatrices, leurs perspectives à l'international sont un peu moindres que leurs perspectives globales et elles citent la conquête de marchés en France avant la conquête à l'international.

Dans le tertiaire tourné vers les particuliers, on remarque un certain manque de visibilité, avec 11 % des répondants qui ne se prononcent pas. Le pessimisme est plus élevé dans le commerce de détail que dans l'hébergement-restauration, secteur pour lequel le solde s'établit à -5. Les **perspectives se dégradent dans le BTP**, secteur qui enregistre la plus forte part (16 %) des entreprises qui s'attendent à une forte baisse de leur activité.

Plus la taille de l'entreprise est importante, moins les perspectives sont défavorables : le solde s'établit ainsi à -8 pour les PME de plus de 50 salariés, à -16 pour celles entre 10 et 49 salariés et à -29 pour les TPE.

Ces perspectives personnelles d'activité ont été exprimées dans un contexte où **la confiance dans la situation économique générale s'est détériorée**. Avant que les blocages liés à la crise dans l'agriculture interviennent, **59 % des TPE-PME ne se disaient pas confiantes** (+4 points par rapport à juillet), sachant que la plus grande part (46 %) se disaient « plutôt pas confiantes ». C'est pour le BTP et le transport/logistique que le manque de confiance est le plus fréquent.

Autre dimension de ces inquiétudes, de nouveau une **majorité des répondants (58 %) estime que le risque de défaillances d'entreprises est élevé dans leur environnement économique**. Là encore, c'est dans le BTP et le transport/logistique que la perception du risque est la plus fréquente.



L'ACTIVITÉ / Les freins

Les contraintes sur les entreprises sont en hausse

En ligne avec les commentaires précédents, le **manque de vigueur de l'activité** apparaît comme un frein au développement qui s'affirme. Touchant **38 % des TPE-PME** début janvier, c'est le 2^e frein le plus fréquent, en progression de 9 points en six mois. Cela le situe à un niveau élevé, hors période Covid.

La problématique de la **hausse du prix des intrants** est en recul (- 5 points), mais elle touche néanmoins toujours **35 % des TPE-PME**. Par ailleurs, une **majorité d'entreprises (54 %) est toujours impactée par le coût de l'énergie**, soit une proportion similaire à la situation il y a six mois. Pour 1/3 des entreprises, cette facture énergétique freine le développement de l'entreprise sans la fragiliser, alors que pour 21 %, les entreprises estiment que cela les fragilise. La proportion d'entreprises impactées est la plus élevée dans le transport, l'industrie et l'hébergement/restauration. C'est dans ce secteur que le plus d'entreprises se disent fragilisées.

En matière d'inflation des charges, la **hausse des salaires** est considérée comme un frein au développement pour **26 % des entreprises**, soit + 2 points en six mois.

« Le coût de l'énergie et des charges freinent l'agilité et la compétitivité » une PME de la fonderie (69).

Dans ce contexte, la **rentabilité insuffisante** est un frein qui progresse également de trois points.

Par rapport au réalisé en 2023, les entreprises sont moins nombreuses (51 % contre 70 %) à prévoir une hausse de leurs tarifs et quand c'est le cas, pour les 2/3 des entreprises, la progression est prévue en deçà de 5 %. Il y a par ailleurs des évolutions sectorielles. Pour 2024, c'est dans le tertiaire tourné vers les entreprises et le tourisme que les perspectives de hausse sont les plus fréquentes.

Le repli des **difficultés de recrutement** s'est amplifié en six mois (- 7 points) mais reste le **1^{er} frein au développement et demeure à un niveau élevé, touchant 43 % des entreprises**. Dans l'industrie, mais aussi dans le tertiaire supérieur, une entreprise sur deux se dit dans ce cas.

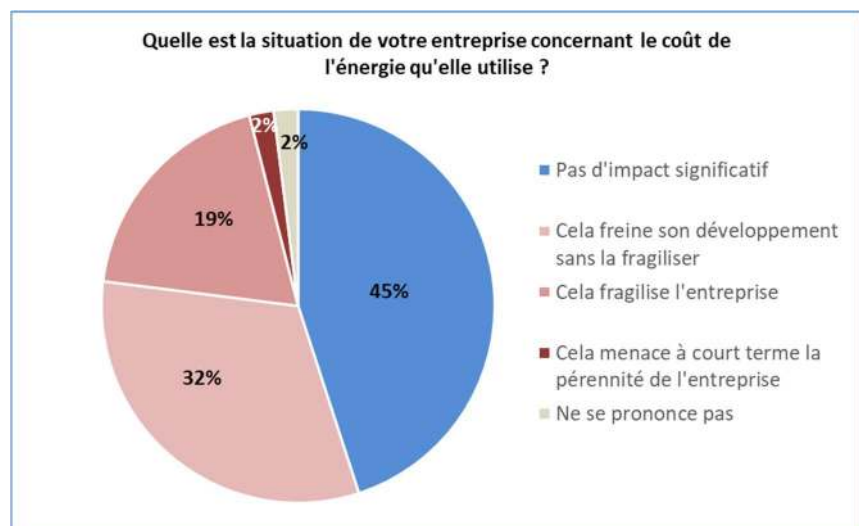
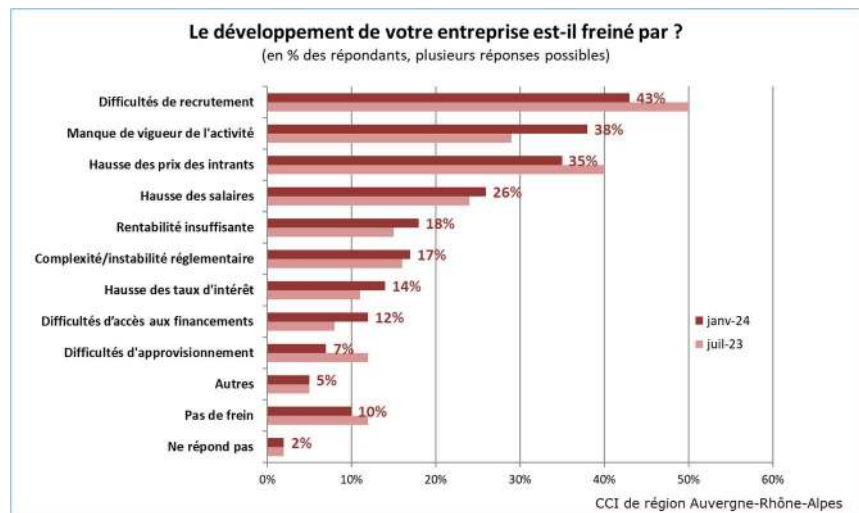
Le recul des difficultés d'approvisionnement se poursuit également. On est ainsi passé de 34 % des entreprises impactées en juillet 2022 à 7 % en ce début d'année. Le commerce de détail est le secteur le plus touché.

Alors que la grande consultation nationale sur la simplification vient de se terminer, 17 % des répondants se disent freinés dans leur développement par la complexité ou l'instabilité réglementaires. Dans l'industrie, la proportion atteint un quart des répondants.

En matière de financement, la hausse des taux d'intérêt apparaît comme un frein au développement pour 14 % des TPE-PME (+ 3 points).

La difficulté d'accès aux financements bancaires est également en hausse pour atteindre 12 % des TPE-PME (+ 4 points).

Globalement, on note que la **fréquence de citation est en augmentation pour une majorité de freins**.



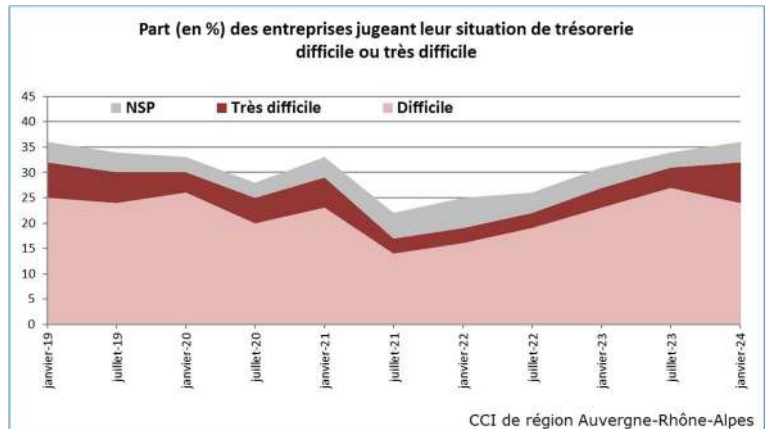


LA TRESORERIE

Dans ce contexte économique difficile, la **remontée des difficultés de trésorerie se poursuit**. En ce début d'année, 32 % des TPE-PME se disent ainsi en difficulté de trésorerie, ce qui ramène au niveau de début 2019. La progression n'est que de 1 point par rapport à juillet, mais la part des entreprises qui se disent en situation très difficile augmente plus nettement.

C'est dans le transport/logistique, le BTP et le commerce de détail que le niveau des difficultés est le plus important. Globalement, les TPE apparaissent plus touchées que les PME.

L'insuffisance de chiffre d'affaires, mais aussi les délais de paiement ou les impayés, sont des causes de difficulté en progression.



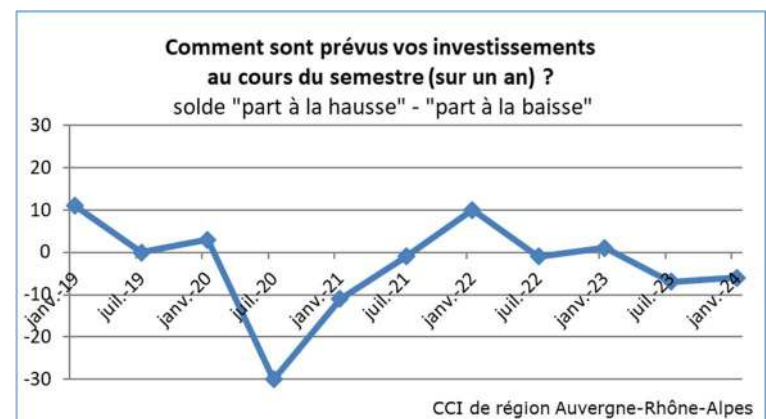
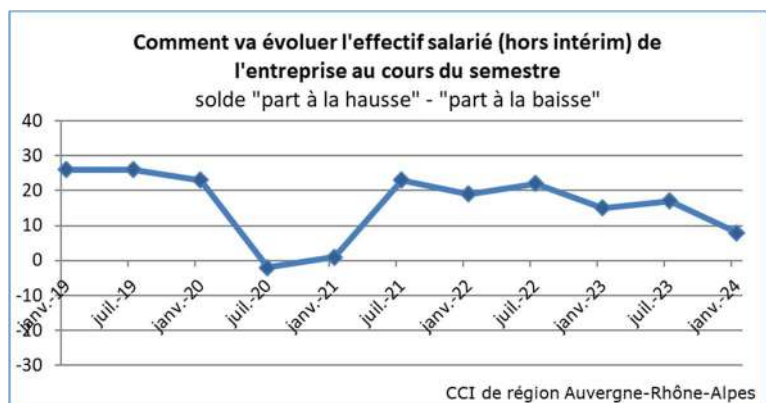
L'EMPLOI ET L'INVESTISSEMENT

Malgré le contexte dégradé, **l'emploi continue à afficher une résistance**. Les TPE-PME dont l'effectif est en hausse depuis janvier 2023 restent plus nombreuses que celles pour lesquelles il est en baisse, avec un solde qui s'établit à + 2. Ce solde s'est toutefois tassé depuis juillet. Il s'avère négatif dans le transport, le commerce de gros et le BTP.

Pour les perspectives pour le 1^{er} semestre, la tendance est favorable avec un solde « part en hausse » - « part en baisse » qui demeure positif. Le tassement de ce solde se confirme toutefois et, à + 8, c'est le plus faible niveau en cinq ans, hors période Covid.

En matière d'investissement, 19 % des TPE-PME disent avoir renoncé, en tout ou partie, à des investissements prévus au cours du dernier semestre, soit une part qui s'est tassée par rapport aux semestres précédents. Parmi les causes invoquées pour ces annulations d'investissement, on trouve d'abord la dégradation de l'activité de l'entreprise, puis le manque de visibilité et l'accès plus difficile aux financements. Au même niveau que ce dernier, des difficultés dans l'exécution des projets sont aussi mentionnées.

Pour les perspectives pour le 1^{er} semestre 2024, c'est la stabilité du niveau d'investissement (sur un an) qui l'emporte, avec 55 % des entreprises qui font cette réponse. Pour les autres, la **tendance à la baisse est un peu plus fréquente qu'à la hausse. Le solde reste ainsi négatif à - 6, mais sans dégradation.**





L'ENJEU DES GAINS DE PRODUCTIVITE

La faiblesse des gains de productivité en France et plus globalement dans l'Union européenne, notamment par comparaison avec les Etats-Unis, est un **sujet de préoccupation économique**. La maîtrise de la contrainte que constitue l'inflation est liée à ces gains de productivité. Et ces derniers sont aussi en lien avec les gains de pouvoir d'achat, donc la consommation.

Dans le cadre de notre enquête de janvier, les TPE-PME ont été interrogées sur leur perception et leur expérience du sujet. 1^{er} enseignement : **près de 40 % des chefs d'entreprise répondants estiment que leur TPE ou PME est freinée dans ses gains de productivité**, soit une proportion significative. Le niveau est le plus élevé dans le transport, le BTP, l'industrie et le tourisme.

L'analyse des tenants du problème montre d'abord **l'importance de la dimension RH**.



Plus de 40 % des entreprises freinées dans leurs gains de productivité citent, parmi les causes, des **compétences insuffisantes de certains de leurs collaborateurs**, alors même que les « déceptions » quant aux technologies ne sont déclarées que par 7 %. **L'enjeu de la formation apparaît clairement**. Mais, en matière de RH, il se double souvent de la **dimension d'engagement des collaborateurs**, puisque 35 % des répondants jugent cet engagement insuffisant. Pour ces derniers, dans la plupart des cas, c'est l'implication dans le travail qui est jugée insuffisante. Et dans un cas sur deux, un *turn over* trop fréquent est invoqué. Des effets défavorables du télétravail sont évoqués dans un ¼ des cas des entreprises des services.

« Le personnel recruté n'est pas qualifié, donc les contrats en CDD n'aboutissent pas à un CDI », une PME du tourisme (69).

37 % des entreprises qui se disent freinées dans leurs gains de productivité en imputent une cause aux **contraintes administratives ou réglementaires**. Et un répondant sur cinq à **d'autres blocages en amont, comme des retards dans des projets d'investissement liés à des fournisseurs ou prestataires**.

L'insuffisance d'investissements, faute de capacités financières, est une cause avancée par également environ un tiers des entreprises répondantes, avec les fréquences de citation les plus élevées dans le tertiaire supérieur et le commerce de détail. Le manque de capacités financières est lié à la **pression sur la marge**, dans 3/4 des cas, à l'activité insuffisante puis aux difficultés d'accès aux crédits d'investissement dans un 1/3 des cas.



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête semestrielle réalisée du 3 au 22 janvier 2024 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 415 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la Direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer vos attentes, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

/rubrique Economie et Territoire